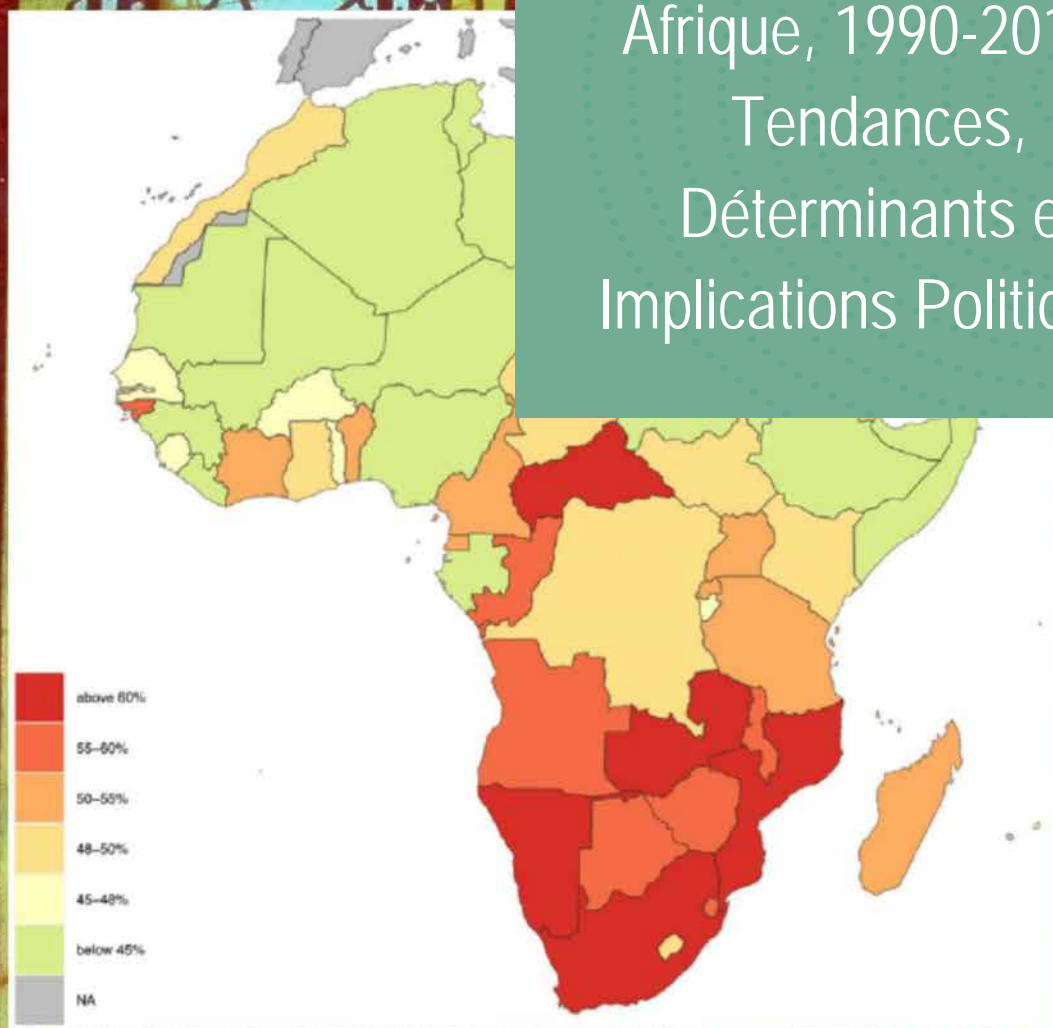


Focus :

Inégalités de revenus en Afrique, 1990-2019 : Tendances, Déterminants et Implications Politiques



Focus :

Inégalités de revenus en Afrique, 1990-2019 :

Tendances, Déterminants et Implications

Dans de nombreux pays africains les indicateurs de pauvreté et de développement humain n'ont pas connu d'amélioration significative malgré une croissance économique soutenue depuis les années 1990. Cette situation paradoxale a conduit de nombreux chercheurs à analyser l'inégalité comme facteur de la faible réduction de la pauvreté en Afrique.

Les véritables niveaux d'inégalité en Afrique sont difficiles à mesurer avec précision. Les enquêtes traditionnelles auprès des ménages, bien que riches en informations socioéconomiques, présentent des limites importantes. Elles utilisent souvent des concepts de bien-être différents selon les pays, sous-déclarent les hauts revenus et peuvent ne pas correspondre aux données de la comptabilité nationale. Cela rend les comparaisons interrégionales difficiles.

Dans un article publié dans *World Development* en 2023, coécrit avec Lucas Chancel (World Inequality Lab, PSE), Denis Cogneau (IRD, EHESS et PSE), Amory Gethin (World Inequality Lab, PSE) et Alix Myczkowski (World Inequality Lab, PSE), nous estimons l'inégalité des revenus à travers le continent africain en combinant les informations issues des enquêtes, des données fiscales et des comptes nationaux et révélons que le continent présente une inégalité de revenus extrême (Chancel et al., 2023). Les 10 % les plus riches captent 55 % des revenus, tandis que les 50 % les plus pauvres reçoivent moins de 10 %. Cette forte inégalité globale masque des variations régionales significatives, qui peuvent être attribuées à des facteurs historiques comme les héritages coloniaux, les réformes agraires, les politiques économiques et potentiellement l'influence de l'Islam.

Les moteurs de l'inégalité dans les pays africains : une revue de la littérature

Comprendre l'inégalité dans les pays africains reste un défi en raison du manque de données fiables et de qualité sur les niveaux de vie et les indicateurs économiques. Malgré ces limitations, plusieurs cadres explicatifs ont été proposés pour comprendre les modèles et les dynamiques d'inégalité à travers le continent.

Un premier cadre examine la transformation structurelle « incomplète » dans la plupart des économies africaines et sa relation avec l'inégalité (Cornia, 2019). Historiquement, les transitions économiques, comme celles observées pendant la Révolution industrielle en Europe ou le boom manufacturier en Asie de l'Est, ont favorisé l'emploi salarié et réduit les inégalités de revenus. Cependant, la transformation de l'Afrique a été jusqu'ici différente. Le déclin de la part de l'agriculture dans le PIB a principalement profité aux secteurs miniers et aux services, contournant l'industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre (Bhorat & Naidoo, 2017). Les industries minières, étant à forte intensité de capital, ont absorbé une main-d'œuvre minimale, tandis que le secteur des services s'est polarisé entre des emplois hautement qualifiés et bien rémunérés et un emploi informel généralisé. Cette « urbanisation de la pauvreté » (Ravallion et al., 2007) reflète une tendance croissante au chômage urbain et au travail informel dans des conditions précaires. Le phénomène correspond à « l'urbanisation sans croissance », identifié pour la première fois dans les études de la fin du 20^e siècle par Fay & Opal (2000) et plus tard contextualisé par Jedwab & Vollrath (2015). Le fossé rural-urbain persiste cependant en raison des biais urbains persistants dans les dépenses publiques et de la capacité des élites urbaines à tirer parti de la libéralisation économique. Par conséquent, alors que les inégalités intersectorielles ont diminué dans certains cas, les disparités intrasectorielles au sein des zones urbaines et rurales se sont creusées (Cornia, 2017).

L'interaction entre la croissance sectorielle et l'inégalité a été étudiée par Cornia (2017) en utilisant les coefficients de Gini et les données de valeur ajoutée sectorielle. Les pays avec des parts croissantes d'agriculture moderne, de fabrication à forte intensité de main-d'œuvre ou de services, comme l'Éthiopie, le Cameroun et Madagascar, ont connu une baisse des inégalités. À l'inverse, les économies marquées par la stagnation des rendements agricoles, le déclin des secteurs manufacturiers, la dépendance aux ressources et l'informalisation urbaine ont vu les inégalités augmenter.

Le potentiel de l'agriculture pour atténuer l'inégalité est une autre dimension importante. L'amélioration de la productivité agricole contribue à augmenter les revenus ruraux, faciliter la diversification économique et stimuler l'industrialisation (Gollin, 2010; Pingali, 2010; Estudillo and Otsuka, 2010). Les études empiriques confirment le rôle central de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté et des inégalités (Bourguignon & Morrisson, 1998; Christiaensen et al., 2011; Imai & Gaiha, 2014).

Cependant, la modernisation agricole semble plus efficace pour réduire la pauvreté que l'inégalité (Herault & Thurlow, 2009; Imai et al., 2016). La distribution des terres influence également significativement les résultats ; une allocation équitable des terres favorise une croissance plus inclusive et une réduction de la pauvreté (Griffin et al., 2002; Manji, 2006). En outre, les économies d'échelle dans le transport agricole, en particulier sur les marchés internationaux, exacerbent souvent les inégalités par l'exploitation concentrée des rentes.

Les industries extractives sont fréquemment liées à l'augmentation des inégalités tant à travers des canaux économiques qu'institutionnels. Ces industries à forte intensité de capital créent peu d'emplois, principalement pour la main-d'œuvre qualifiée, et présentent des tendances monopolistiques ou oligopolistiques (Bhorat et al., 2017). Les booms des ressources peuvent conduire à une appréciation de la monnaie, affaiblissant les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et dépendants des exportations, et induisant le « syndrome hollandais ». De plus, les industries extractives peuvent évincer les investissements non liés aux ressources (Papyrakis et al., 2004), entraver la croissance du secteur financier (Isham et al., 2003) et soutenir des « villes de consommation » dépendantes de la richesse en ressources plutôt que de la diversification industrielle (Gollin et al., 2016).

Les facteurs institutionnels et historiques façonnent également l'inégalité. Parmi ceux-là, l'héritage colonial pèse lourd, les administrations coloniales ayant concentré la richesse et les revenus parmi les colons tout en maintenant des structures économiques dualistes. Après l'indépendance, cet héritage a souvent persisté alors qu'une « bourgeoisie oligarchique » contrôlait les secteurs clés (Alvaredo et al., 2021; Cogneau et al., 2021). Les études comparatives mettent en évidence des différences significatives d'inégalité entre les anciennes colonies. Par exemple, les anciennes colonies françaises comme la Côte d'Ivoire, la Guinée et Madagascar présentent un dualisme des revenus plus élevé et une mobilité intergénérationnelle plus faible par rapport aux colonies britanniques comme le Ghana et l'Ouganda (Cogneau et al., 2007; Bossuroy & Cogneau, 2013). Les inégalités spatiales ancrées dans les schémas d'investissement coloniaux demeurent également prépondérantes (Cogneau, 2007; Roessler et al., 2022).

Les politiques fiscales et de redistribution ont connu des résultats mitigés dans la lutte contre les inégalités. Bien que les ratios impôts/PIB aient augmenté en raison de l'amélioration des institutions et de l'allègement de

la dette, l'espace fiscal de l'Afrique reste limité par rapport à d'autres régions en développement (Odusola, 2017). De plus, les recettes fiscales de nombreux pays restent fortement dépendantes de l'extraction des ressources, sapant les efforts de redistribution (Cogneau et al., 2021). L'efficacité des systèmes d'impôts et de transferts est également discutable, avec une diminution des différences entre les coefficients de Gini bruts et nets dans de nombreux pays, indiquant un impact redistributif réduit (Odusola, 2017). De même, bien que les dépenses de protection sociale aient augmenté, particulièrement en Afrique australe, leur couverture, qualité et efficacité varient considérablement. Les pays ayant une meilleure gouvernance démocratique et une moindre dépendance aux ressources ont tendance à dépenser davantage en protection sociale, mais l'impact des dépenses sociales publiques sur les inégalités reste irrégulier (Bhorat et al., 2017). Les inégalités éducatives exacerbent davantage les disparités de revenus. En effet, malgré les progrès importants dans les inscriptions au niveau primaire (Bold et al., 2017 ; Bhorat & Naidoo, 2017), l'enseignement secondaire reste limité, avec des écarts d'inscription marqués entre les groupes de revenus. Les primes salariales qui en résultent pour les travailleurs qualifiés dans certaines professions alimentent les inégalités de revenus.

Données et méthodologie

Notre recherche combine des informations provenant de multiples sources de données pour obtenir une image plus précise des inégalités de revenus en Afrique.

Nous commençons avec les enquêtes auprès des ménages de la Banque mondiale, qui fournissent des informations sur les niveaux de consommation des ménages. Ces enquêtes couvrent environ 60 % de la population africaine au début des années 1990, augmentant à 80-90 % à partir de 2000.

Pour améliorer notre analyse, nous apportons deux corrections principales aux données d'enquête. Premièrement, nous convertissons les données de consommation en données de revenus. Nous développons une méthode pour estimer comment les revenus et la consommation diffèrent à travers la population, en utilisant des exemples de pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et d'autres régions.

La seconde correction traite du fait que les enquêtes sous-représentent généralement les individus fortunés. En comparant les données d'enquête avec les registres fiscaux de pays comme l'Afrique du Sud et la Côte

d'Ivoire, nous estimons l'ampleur de la sous-estimation des hauts revenus. Notre analyse suggère que les données d'enquête pourraient sous-estimer les revenus des 1 % les plus riches de 50 % à 125 %.

Enfin, nous alignons nos résultats avec les données économiques nationales pour nous assurer que nos estimations d'inégalité correspondent aux tendances économiques au niveau national. Cette étape était cruciale car les statistiques économiques nationales peuvent fournir une vue plus complète de la distribution des revenus d'un pays.

Notre méthode n'est pas sans limites – en particulier, nous reconnaissons du point de vue de la disponibilité des données et de leur qualité. Cependant, en combinant plusieurs sources et en utilisant des méthodes de correction transparentes, nous visons à fournir l'image la plus précise possible des inégalités de revenus en Afrique.

Distribution des revenus et croissance en Afrique, 1990-2019 : Une analyse détaillée

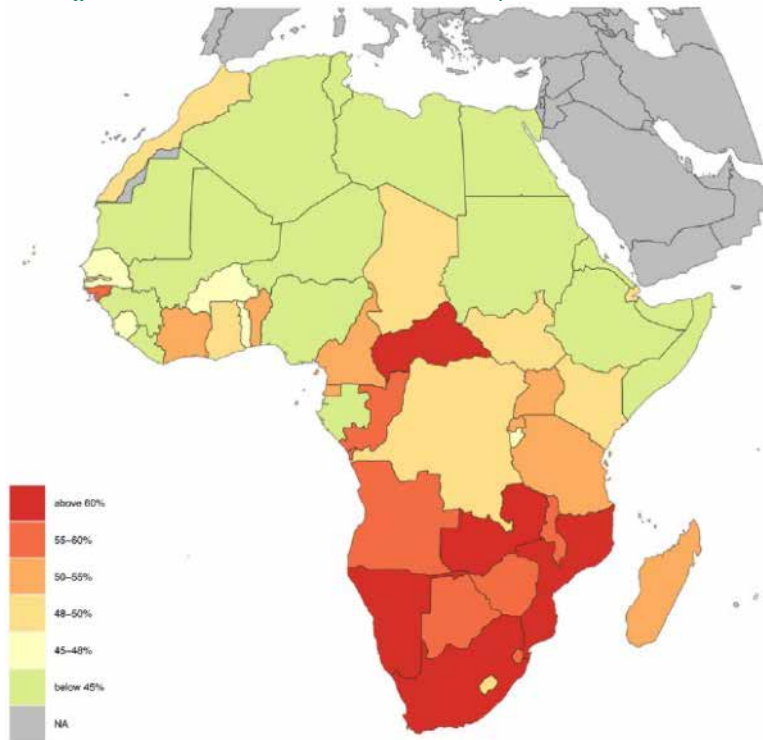
Quel est le niveau d'inégalité en Afrique ?

L'Afrique est caractérisée par des niveaux élevés d'inégalité de revenus, dépassant souvent ceux de nombreuses régions du monde. La part des revenus détenue par les 10 % les plus riches varie considérablement selon les pays, de 37 % en Algérie à un 67 % au Botswana. Inversement, la part détenue par les 40 % les plus pauvres est minime, allant de 14 % en Algérie à seulement 4 % en Afrique du Sud. Ces disparités soulignent une structure des revenus profondément polarisée à travers le continent.

Les différences régionales en matière d'inégalité au sein de l'Afrique sont frappantes. L'Afrique australe apparaît comme la région la plus inégalitaire. L'Afrique du Sud et le Botswana présentent les plus hauts niveaux de concentration des revenus, les 10 % les plus riches captant plus de 65 % du revenu national. Dans cette région, les héritages historiques tels que le colonialisme de peuplement et l'apartheid, ont laissé des empreintes profondes sur la distribution des revenus. En Afrique centrale, l'inégalité des revenus reste élevée selon les standards mondiaux, bien que légèrement moins extrême qu'en Afrique australe. Par exemple, au Congo, les 10 % les plus riches gagnent 56 % du revenu national, tandis que les 40 % les plus pauvres ne reçoivent que 7 %. Bien qu'encore inégale, la région d'Afrique de l'Est présente une égalité légèrement meilleure dans le bas de l'échelle des revenus. Par exemple, au Kenya, les 10 % les plus riches contrôlent 48 % du revenu national, les 40 % les plus pauvres

détenant 9 %. En Afrique de l'Ouest, les pays affichent une inégalité relativement plus faible. Par exemple en Sierra Leone, les 10 % les plus riches représentent 42 % des revenus, tandis que les 40 % les plus pauvres captent 12 %. Enfin, la région d'Afrique du Nord présente les niveaux d'inégalité les plus bas du continent. L'Algérie se distingue comme le pays africain le moins inégalitaire, où les 10 % les plus riches détiennent 37 % des revenus, tandis que les 40 % les plus pauvres gagnent 14 %. La prévalence des politiques redistributives et des héritages socialistes ont sans doute contribué à cette relative égalité.

Figure 1 : Part du revenu des 10% les plus riches en 2019.

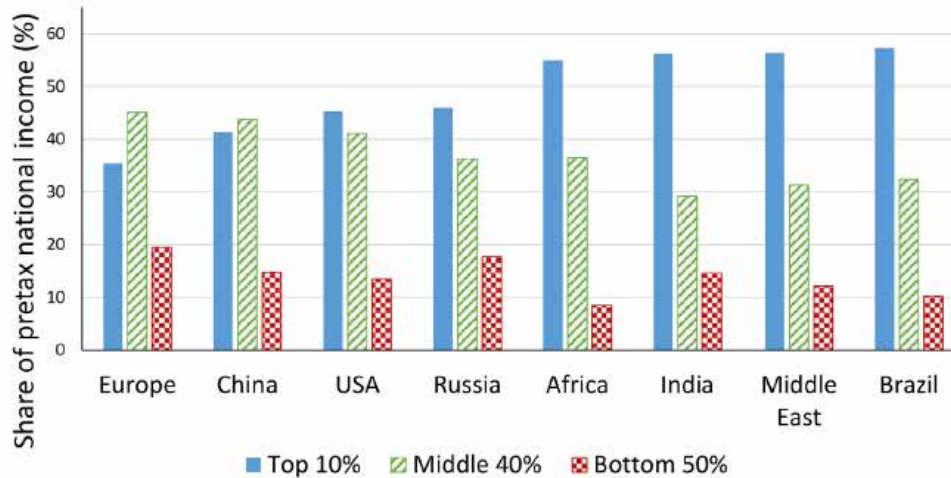


Notes. Calculs des auteurs combinant les données d'enquêtes, fiscales et des comptes nationaux en utilisant les différentes méthodes présentées. L'interpolation entre les années d'enquête et l'extrapolation simple sont utilisées pour estimer les niveaux actuels d'inégalité.

L'Afrique émerge comme l'un des continents les plus inégalitaires au monde. En 2019, les 10 % les plus riches captent 54 % des revenus de l'Afrique, tandis que les 50 % les plus pauvres ne reçoivent que 9 %. Ce déséquilibre frappant reflète à la fois une polarisation extrême et la nature duale des économies africaines, où une minorité aisée coexiste avec une pauvreté généralisée. En comparaison internationale : en Europe, les 10 % les plus riches gagnent 34 % des revenus ; en Chine, ce chiffre atteint 41 % ; les États-Unis affichent 47 %, tandis que le Brésil et l'Amérique latine atteignent 55 % ; l'Inde et le Moyen-Orient dépassent l'Afrique, avec respectivement 56 % et 61 %. L'écart de revenus entre les 10 % les plus

riches et les 50 % les plus pauvres d’Afrique est particulièrement aigu, les premiers gagnant environ 30 fois plus que les seconds – bien plus que le ratio observé dans d’autres régions inégalitaires comme le Moyen-Orient, l’Inde ou le Brésil.

Figure 2 : Part du revenu à travers les régions du monde.

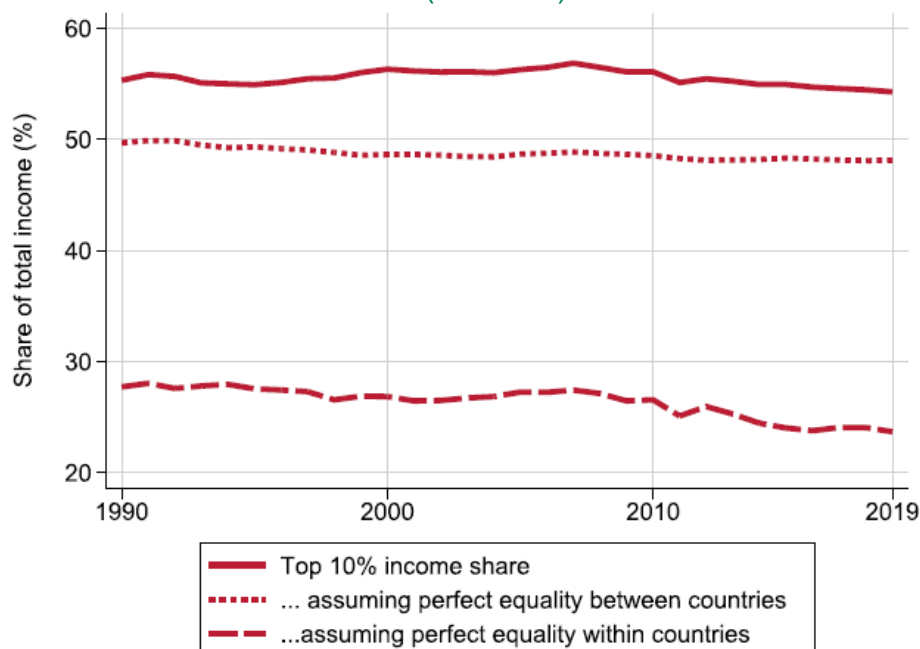


Notes. Authors' computations based on WID.world (2021) and own estimates. Distribution of pretax income per adult.

Une décomposition de l'inégalité en composantes « intra-pays » et « inter-pays » souligne l'importance des disparités internes, l'inégalité intra-pays représentant 75 % de l'inégalité africaine globale. Par exemple, si tous les pays africains avaient le même revenu moyen, la part des 10 % les plus riches passerait de 54 % à 48 %. À l'inverse, l'élimination des inégalités internes dans chaque pays réduirait la part des 10 % les plus riches à 24 %. Ces résultats soulignent l'importance des dynamiques nationales dans la formation des inégalités continentales.

De 1990 à 2019, l'inégalité des revenus en Afrique est restée relativement stable. La part des revenus des 10 % les plus riches a légèrement diminué de 55 % à 54 %, tandis que les 50 % les plus pauvres ont vu une légère amélioration de 8 % à 9 %. Cependant, cette stabilité masque des dynamiques régionales et nationales sous-jacentes. La légère baisse des inégalités entre pays depuis les années 1990 reflète une convergence économique parmi les nations à revenu intermédiaire comme le Nigeria, le Ghana et la Tunisie. Cependant, les nations africaines les plus riches (par exemple, l'Algérie et l'Afrique du Sud) n'ont connu qu'une croissance modérée, tandis que les pays les plus pauvres ont vu peu d'amélioration, entraînant des changements minimes dans l'inégalité globale.

Figure 3 : Décomposition de l'inégalité pan-africaine : part du revenu des 10% les plus riches (1990-2019).



Notes. Calculs des auteurs combinant les données d'enquêtes, fiscales et des comptes nationaux en utilisant les différentes méthodes présentées. L'interpolation entre les années d'enquête et l'extrapolation simple sont utilisées pour estimer les niveaux actuels d'inégalité.

Expliquer les modèles d'inégalité en Afrique

Les héritages historiques, particulièrement le colonialisme, jouent un rôle central dans la formation des niveaux d'inégalité à travers l'Afrique. Deux facteurs clés émergent : le colonialisme de peuplement et l'islam.

Les pays ayant eu des populations importantes de colons européens, l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe, tendent à présenter les plus hauts niveaux d'inégalité de revenus. La concentration des terres et du capital entre les mains des colons a créé des disparités enracinées. En Afrique du Sud, les descendants des colons continuent de dominer l'extrémité supérieure de la distribution des revenus, malgré les efforts post-apartheid pour remédier aux inégalités. Les anciennes colonies de peuplement ont des coefficients de Gini fonciers plus élevés, avec une moyenne de 0,65 contre 0,49 dans les pays non colonisés par des colons. Cela reflète la distribution inégale des terres agricoles - un moteur clé des disparités de revenus. Le colonialisme de peuplement a laissé derrière lui des institutions extractives et des marchés du travail dualistes qui perpétuent l'inégalité.

Une corrélation négative robuste semble par ailleurs exister entre l'inégalité des revenus et la diffusion de l'islam. Les pays à majorité

musulmane, comme ceux d'Afrique du Nord et certaines parties de l'Afrique de l'Ouest, tendent à avoir des niveaux d'inégalité plus faibles. Cela pourrait refléter les traditions islamiques mettant l'accent sur la charité et l'équité sociale, bien que les limitations des données compliquent les conclusions définitives.

Les politiques redistributives restent sous-développées dans la plupart des pays africains, limitant leur capacité à traiter efficacement l'inégalité. Les taux d'impôt sur le revenu des particuliers en Afrique sont généralement plus bas que dans les nations développées. Seule une minorité de pays ont des taux marginaux supérieurs dépassant 40 %. Les systèmes fiscaux manquent souvent de progressivité, imposant un fardeau disproportionné aux groupes à faible revenu. Les filets de sécurité sociale et les programmes d'assurance couvrent moins de 45 % de la population dans la plupart des pays, avec des exceptions notables en Afrique australe et du Nord. La portée limitée de ces programmes affaiblit leur impact sur la pauvreté et l'inégalité. Les dépenses en éducation et en soins de santé restent insuffisantes. Dans de nombreux pays, les dépenses d'éducation sont inférieures à 5 % du PIB, sapant les efforts de réduction des inégalités à long terme par le développement du capital humain.

Conclusion

L'inégalité économique en Afrique reste un défi significatif et multiforme, rendu encore plus complexe par la rareté et les limitations des données existantes. Cette étude a cherché à aborder un problème clé : la sous-estimation persistante de l'inégalité par les mesures basées sur la consommation. Bien que les estimations qui en résultent soient imparfaites, elles fournissent une base pour des comparaisons avec d'autres régions du monde, offrant une image plus claire de l'inégalité à travers le continent.

Les résultats révèlent une distribution panafricaine des revenus qui est parmi les plus inégales au monde. Les disparités intra-pays représentent une part substantielle de cette inégalité, avec de nombreuses nations africaines se classant parmi les plus inégales au monde. L'Afrique australe, en particulier, émerge comme la région la plus inégale du continent, tandis que l'inégalité est notablement plus faible en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Les facteurs historiques et institutionnels semblent façonner ces modèles géographiques d'inégalité. En Afrique australe, les effets durables du colonialisme de peuplement et de l'apartheid sont évidents, même dans les nations où les colons blancs sont partis depuis longtemps. En

revanche, les politiques postcoloniales influencées par le socialisme en Afrique du Nord semblent avoir atténué l'inégalité dans une certaine mesure, tandis que les principes égalitaires associés à l'Islam pourraient partiellement expliquer les niveaux d'inégalité plus faibles observés en Afrique du Nord et de l'Ouest.

L'évolution de l'inégalité depuis 1990 est encore plus difficile à évaluer en raison des limitations des données, mais celles-ci suggèrent un modeste déclin de l'inégalité à travers l'Afrique, entièrement tiré par une réduction des disparités entre pays. L'évolution de l'inégalité intra-pays ne laisse apparaître aucune tendance cohérente, reflétant diverses trajectoires nationales qui défient les généralisations régionales simples. Identifier les moteurs de ces dynamiques au fil du temps reste un domaine urgent pour la recherche future.

Faire progresser notre compréhension de l'inégalité économique en Afrique nécessite une collaboration plus forte entre les pays pour produire des données distributionnelles plus fiables, transparentes et harmonisées. Les efforts pour collecter et partager des données fiscales et de revenus numérisées – comme ceux entrepris en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Afrique du Sud – offrent des modèles prometteurs qui pourraient être étendus à travers le continent. Ces initiatives, couplées à une recherche ciblée sur l'inégalité des revenus avant et après impôts et la distribution de la richesse, sont des étapes essentielles vers la réduction des disparités profondément enracinées de l'Afrique et la promotion d'un développement économique plus équitable.

Anne-Sophie Robilliard*

*DIAL, LEDa, CNRS, IRD, Université Paris-Dauphine, Université PSL, 75016 Paris, France.

Références bibliographiques

Alvaredo, F., Cogneau, D. & Piketty, Th. (2021). Income Inequality under Colonial Rule. Evidence from French Algeria, Cameroon, Indochina and Tunisia and comparison with the British Empire 1920–1960. *Journal of Development Economics* 152, 102680.

Bhorat, H., Chelwa, G., Naidoo, K. & Stanwix, B. (2017). Resource Dependence and Inequality in Africa: Impacts, consequences and potential solutions. In Income Inequality Trends in sub-Saharan Africa: Divergence, determinants and consequences. United Nations Development Programme.

Bhorat, H. & Naidoo, K. (2017). Drivers of Inequality in the Context of the Growth-Poverty-Inequality Nexus in Africa: an Overview of Key Issues. In Income Inequality Trends in sub-Saharan Africa: Divergence, determinants and consequences. United Nations Development Programme.

Bold, T., Filmer, D., Martin, G., Molina, E., Stacy, B., Rockmore, Ch., Svensson, J. & Wane, W. (2017). Enrollment without Learning: Teacher Effort, Knowledge, and Skill in Primary Schools in Africa. *Journal of Economic Perspectives* 31(4), 185–204.

Bossuroy, Th. & Cogneau, D. (2013). Social Mobility in Five African Countries. *Review of Income and Wealth* 59(S1), 84–110.

Bourguignon, F. & Morrisson, Ch. (1998). Inequality and Development: the Role of Dualism. *Journal of Development Economics* 57(2), 233–257.

Chancel, L., Cogneau, D., Gethin, A., Myczkowski, A. & Robilliard, A. S. (2023). Income Inequality in Africa, 1990–2019: Measurement, Patterns, Determinants. *World Development* 163, 106162.

Christiaensen, L., Demery, L. & Kuhl, J. (2011). The (Evolving) Role of Agriculture in Poverty Reduction – An Empirical Perspective. *Journal of Development Economics* 96(2), 239-254

Cogneau, D. (2007). L'Afrique des inégalités. Où conduit l'histoire. Editions Rue d'Ulm.

Cogneau, D., Bossuroy, Th., De Vreyer, Ph., Guénard, Ch., Hiller, V., Leite, Ph., Mesplé-Somps, S., Pasquier-Doumer, L. & Torelli, C. (2007). Inequalities and Equity in Africa. Agence Française de Développement (AFD).

Cogneau, D., Dupraz, Y., Knebelmann, J. & Mesplé-Somps, S. (2021). Taxation in Africa from Colonial Times to Present. Evidence from former French colonies 1900–2018. Paris School of Economics WP 2021/62.

Cornia, G. A. (2019). Sub-Saharan Africa's Diverging Inequality Trends, 1991–2011: A Structuralist Interpretation. *Revue d'économie du développement* 27(2), 9–43.

Estudillo, J. P. & Otsuka, K. (2010). Rural Poverty and Income Dynamics in Southeast Asia. In Pingali, P. & Evenson, R. (Eds), Handbook of Agricultural Economics. Elsevier, pp. 3435–3468.

Gollin, D. (2010). Agricultural Productivity and Economic Growth. In Pingali, P. & Evenson, R. (Eds), Handbook of Agricultural Economics. Elsevier, pp. 3825–3866.

Gollin, D., Jedwab, R. & Vollrath, D. (2016). Urbanization with and without Industrialization. *Journal of Economic Growth* 21(1), 35–70.

Griffin, K., Khan, A. R. & Ickowitz, A. (2002). Poverty and the Distribution of Land. *Journal of Agrarian Change* 2(3), 279–330.

Herault, N. & Thurlow, J. (2009). Agricultural Distortions, Poverty and Inequality in South Africa. Agricultural Distortions Working Paper 104.

Imai, K. S. & Gaiha, R. (2014). Dynamic and Long-Term Linkages among Growth, Inequality and Poverty in Developing Countries. Discussion Paper Series DP2014-33. REIB Kobe University.

Isham, J., Woolcock, M., Pritchett, L. & Busby, G. (2003). The Varieties of Resource Experience: How Natural Resource Export Structures Affect the Political Economy of Economic Growth. Middlebury College Working Paper Series 0308.

Jedwab, R. & Vollrath, D. (2015). Urbanization without Growth in Historical Perspective. *Explorations in Economic History* 58, 1–21.

Manji, A. (2006). The Politics of Land Reform in Africa: From Communal Tenure to Free Markets. New York: Zed Books.

Odusola, A. (2017). Fiscal Policy, Redistribution, and Inequality in Africa. In Income Inequality Trends in sub-Saharan Africa: Divergence, determinants and consequences. United Nations Development Programme.

Papyrakis, E. & Gerlagh, R. (2004). The Resource Curse Hypothesis and its Transmission Channels. *Journal of Comparative Economics* 32(1), 181–193.

Pingali, P. (2010). Agriculture Renaissance: Making Agriculture for Development Work in the 21st Century. In Pingali, P. & Evenson, R. (Eds), Handbook of Agricultural Economics. Elsevier, pp. 3867–3894.

Ravallion, M., Chen, Sh. & Sangraula, P. (2007). New Evidence on the Urbanization of Global Poverty. *Population and Development Review* 33(4), 667–701.

Roessler, Ph., Pengl, Y. I., Marty, R., Titlow, K. S. & van de Walle, N. (2022). The Cash Crop Revolution, Colonialism and Economic Reorganization in Africa. Working Paper ETH-Zürich.